

industrie à production de masses (réclamée par la minorité de celle-ci groupant les 40 p. c. des votants au Congrès), que cette minorité se constitua en novembre 1935 dans le Comité pour l'Organisation Industrielle (C.I.O.). En septembre 1936, deux mois avant le Congrès annuel, le Comité Exécutif de l'A. F. L. suspendit « la C.O.I. et ne permit pas la participation au Congrès de 10 syndicats rattachés au C.O.I. qui comptaient près d'un million de membres. Le Congrès de Tampa de novembre 1936 sanctionna cette mesure tout en évitant de prononcer l'exclusion formelle mais prolongeant la « suspension » des organisations « rebelles ». La C.I.O. compte aujourd'hui 15 Unions industrielles avec deux millions d'adhérents, alors que la A. F. L. reste avec deux millions 700,000 adhérents.

C'est durant cette époque que s'est développée la grande vague de grèves.

Alors qu'en 1933 l'on comptait à peine 800,000 grévistes, ils se comptèrent en 1934 à un million et en 1935 à 1 million et demi au cours de 2,014 conflits; le chiffre le plus élevé rencontré depuis 1921 (mais encore inférieur à celui de 1919 quand il fut de plus de 4 millions au cours de 3,630 conflits). En 1937 il y eut également de nombreuses grèves au cours desquelles se manifesta la nouvelle forme d'occupation des usines. La presque totalité de ces grèves eurent lieu sous les auspices de la C.I.O. et il suffit de se rappeler les grèves de l'industrie de l'automobile, dans les usines de la Général Motors chez Chrysler.

L'attaque fut déclenchée successivement contre les magnats du Trust du fer et de l'acier pour obtenir les mêmes résultats atteints dans l'industrie de l'automobile. Mais malgré la forme souvent violente atteinte par l'agitation, ces grèves américaines n'eurent pas substantiellement un caractère subversif: la reconnaissance des syndicats de la part des dirigeants de l'industrie à fabrication de masse (Automobile, Acier, Caoutchouc), qui avaient jusqu'alors manœuvré avec leurs syndicats jaunes (Company Unions) alors que les masses d'unskilled étaient laissées désorganisées par la A.F.L.

Les industrialistes de la C.I.O. organisèrent ces dernières avec le bénévole appui de Roosevelt et réclamèrent pour elles le droit de négocier collectivement les contrats envisagés dans la NIRA et

dans la loi Wagner qui a supplanté la NIRA pour les parties invalidées par la Cour Suprême.

Si par la suite les masses, dans le feu de la lutte, passèrent outre la volonté des dirigeants, ce fut la force armée pour les mineurs de la Pennsylvanie — comme la troupe et le gaz — pour les ouvriers qui occupèrent les fabriques, parce qu'il ne fallait pas démentir que Roosevelt, plus que la face « socialiste » que glorifie le Front Populaire, montre plutôt la gueule « fasciste » qui transparaît dans toute sa politique d'intervention étatique accentuée sur tous les terrains économiques, afin de sauver la face bourgeoise. Même la loi « Wagner », la charte nouvelle de l'organisation syndicale et des contrats collectifs, envisage la possibilité d'anéantir le droit de grève avec l'inculpation d'illegalité.

Le changement de la politique du capitalisme américain est dicté par la nécessité du développement de l'industrie américaine et c'est cet aspect substantiel que nous ne devons pas perdre de vue dans l'appréciation des récents événements d'Amérique.

C'est une nécessité de vie pour un pays où la concentration capitaliste est la plus avancée, où la rationalisation fut poussée à l'extrême — exception faite pour le stakanovisme russe — et où la crise mondiale sévit plus particulièrement avec un chômage catastrophique.

A mal extrême, remèdes héroïques. A ce propos, il est opportun de se rappeler comment une grande partie de la politique « ouvrière » de Roosevelt fut déjà envisagée par la Commission Wickersham, instituée par Hoover, à peine venu au pouvoir en 1929. Mais elle ne présenta ses conclusions que 3 ans après quand il allait terminer sa période présidentielle. Et ces mesures envisagées par le gouvernement « républicain » de Hoover furent appliquées par le gouvernement « démocratique » de Roosevelt.

D'autre part, le rôle hégémonique qui dans le passé fut tenu par les ouvriers spécialisés, ainsi que nous l'avons déjà vu, échoit de plus en plus aux masses non qualifiées. Ford a prouvé que dans son industrie 80 p. c. du travail pouvait être appris en une semaine, et seulement 1 p. c. du travail nécessitait un apprentissage d'un an. Ces considéra-

tions valent d'ailleurs pour les autres industries.

Pour se rendre compte de l'importance croissante des masses non spécialisées, rappelons que de 1921 à 1933 le pourcentage des grèves dirigées par les Unions a toujours diminué au point qu'en 1933, pour seulement la moitié des grèves qui furent contrôlées par les Unions alors que les autres grèves furent sauvages.

Il n'est pas étonnant que Roosevelt ait appuyé l'organisation industrialiste et aidé les bonzes de la A.F.L. à reprendre le contrôle des agitations ouvrières. En 1933 les trois quarts des grèves se sont vérifiées, en effet, de nouveau sous les auspices de la A.F.L., mais évidemment sous la direction de la C.I.O. Cette partie de la bourgeoisie qui est partisan d'un gouvernement fédéral centralisé et qui soutient le New Deal est la même qui encourage l'Unionisme industriel. A la centralisation industrielle doit correspondre la concentration de la masse ouvrière sous la férule d'une bureaucratie dévote et corrompue. Les syndicats d'industrie sont ceux-là qui correspondent le mieux à l'« interventionisme social », envisagé par Roosevelt. Les bonzes de la A.F.L. n'ont pas voulu le comprendre, préoccupés par leur égoïsme étroit. Mais Lewis l'a compris. Celui-ci est aujourd'hui le Benjamin de toute la presse du Front Populaire. « Lewis entend consolider la démocratie dans la vie économique et sociale » a écrit Mertens, secrétaire de la Commission Syndicale de Belgique, de retour d'Amérique. Qui est Lewis? Le vieux compétiteur de Gompers à la présidence de la A.F.L., qui a toujours employé dans ses syndicats les méthodes traditionnelles de la bureaucratie américaine et qui a laissé abandonnés à eux-mêmes, en 1922, les grévistes non spécialisés de la Pennsylvanie et en 1928, ceux de la Pennsylvanie d'Ohio. Cela sans se préoccuper de regrouper les non spécialisés et non organisés au cours des années les plus sombres pour les ouvriers américains, celles de 1929-33. C'est seulement en 1933, quand Roosevelt vit l'utilité d'organiser ceux-ci, que Lewis et les autres chefs de la C.I.O. actuelle se sont mis au travail. Mais les différents Lewis, Doubinsky, Hillman, sont liés par un double fil, à Roosevelt et à sa politique trompeuse du New Deal. Ils sont devenus des agents électoraux de celui-ci et

ce sont ces « gauchistes » qui, à New-York ont créé le parti travailliste américain avec la Vieille Garde, c'est-à-dire l'extrême droite socialiste. Ils ont présenté Roosevelt, premier candidat de la liste ouvrière et se vantent d'avoir apporté 250,000 voix aux 27 millions obtenus par Roosevelt en 1936.

Ce ne seront certainement pas eux, les dirigeants du nouvel unionisme américain, qui donneront vie à ce troisième parti que nous trouvons depuis 100 ans, comme une perspective jamais réalisée dans le mouvement ouvrier américain. L'A.F.L., comme l'on sait, fut toujours contre cette aspiration, non par apolitisme, comme la vieille C.G.T., mais parce qu'elle préférerait marchander ses voix aux deux partis de la bourgeoisie.

C'est plutôt le parti socialiste qui depuis près de 40 ans a sollicité le vote des prolétaires, et qui obtint près d'un million de voix (897,000 en 1912 avec Debs, 850,000 en 1932), pour tomber à 187,000 en 1936.

Le parti ouvrier socialiste (Dr. Léon), a participé depuis 50 ans aux luttes électorales mais toujours en recueillant une quantité bien plus restreinte de votes. Le parti communiste obtint 80,000 voix aux dernières élections. A côté de la participation continue de ces partis politiques, on observe une quantité de tentatives sporadiques allant de 1866 (avec le National Union Party) à 1924, avec le Farmers Labours Party. Tous ces mouvements n'eurent pas de lendemain.

Le vieux mouvement ouvrier est en dislocation aux U.S.A. Laissons de côté le Parti Ouvrier Socialiste, le plus vieux parti, mais qui végète aujourd'hui dans le souvenir du passé. Prenons au contraire le parti socialiste qui fut pour des dizaines d'années l'organisation fondamentale des ouvriers américains. Le Congrès de 1934 (Détroit), approuva à une grande majorité, une nouvelle déclaration de principe qui, tout en étant revêtue de phrases révolutionnaires, était en substance vague et pacifiste. La droite du parti qui contrôlait la direction se refusa de souscrire à celle-ci et commença ouvertement à préconiser la scission, appuyée sur le contrôle de toutes les institutions à rendement financier et « respectables », à commencer par l'entreprise du quotidien juif de New-York.